



261 Ln 25/4

(1939 - 1963)

Nantes (traversée de la ville de....)

Je soulie



664

17663
5311/678

AVISE : DIRECTION DES INSTALLATIONS FIXES
COPIE : M. le Directeur Général M. ANTONINI
M. GUIBERT
M. BERNARD
O - F - M - T - C - B -
Région de l'Ouest avisés par V.
Secrétariat du Conseil d'Administration



le 15 juin 1963

Monsieur le Ministre,

Par votre dépêche OUEST 265-15 du 15 juin 1960, vous avez bien voulu donner votre accord au projet d'avenant à la Convention intervenue le 10 novembre 1933 entre l'Etat - la Compagnie du Chemin de fer de PARIS à ORLEANS - et l'Administration des Chemins de fer de l'Etat au sujet du projet concernant le déplacement de la voie ferrée dans la traversée de NANTES. Vous faisiez observer que la convention initiale ayant été approuvée par une loi, il devait en être de même pour l'avenant ; par application de l'article 37 de la Constitution, c'est un décret rendu en Conseil d'Etat qui devra intervenir.

Or, pour achever l'opération proposée en 1933, il reste à reconstruire le bâtiment des voyageurs qui, avant la guerre, comportait les bureaux de deux arrondissements et qui, maintenant, est dans un état imposant sa reconstruction. Ni la S.N.C.F., ni la ville ne pourraient, sur leurs ressources normales, envisager la construction d'un bâtiment répondant aux impératifs d'architecture du quartier de NANTES où il est situé. Les surtaxes locales temporaires paraissent le mode de financement le plus adapté à la solution de ce problème.

Il est donc apparu que le décret à intervenir pourrait, en même temps qu'il approuve l'avenant à la Convention de 1933, modifier l'assiette et la durée de perception des surtaxes de manière à financer la reconstruction du bâtiment des voyageurs.

C'est pourquoi j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation, en vous demandant de bien vouloir faire entamer la procédure réglementaire auprès du Conseil d'Etat :

...

Monsieur le Ministre des
Travaux Publics et des Transports,
240, Boulevard Saint-Germain,
PARIS (7ème)

- d'une part, le projet relatif à la construction du nouveau bâtiment des voyageurs dans lequel nous avons prévu de grouper, aux frais de la S.N.C.F., les locaux des arrondissements et un foyer, et pour lequel un crédit de paiement figure à notre Budget d'Etablissement de l'exercice 1963 ;
- d'autre part, l'avenant à la Convention de 1933 ; cet avenant a été mis au point en tenant compte des dépenses réellement faites pour les travaux des rives droite et gauche de la Loire et des prévisions relatives à la construction du bâtiment des voyageurs.

Par délibération du 8 avril 1963, la ville de NANTES a donné son accord tant sur les dispositions techniques du projet du nouveau bâtiment que sur son financement et notamment sur le programme de surtaxe proposé. Les charges des autres collectivités (Etat, Département, Chambre de Commerce) restent ce qu'elles étaient prévues dans le projet d'avenant qui a fait l'objet de votre dépêche du 15 juin 1960.

Annexes :
1 dossier
(3ex dont 1 pour
le Sec du
Contrôle
de la Main-
d'Oeuvre)

1 avenant

D'autre part, je fais procéder dès à présent, comme il en a été convenu avec vos Services, à l'affichage réglementaire des nouveaux taux et modalités de perception des surtaxes voyageurs.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(s) André SEGALAT

22/04/1932

Afin de ne pas retarder leur exécution, il vous apparaîtra sans doute opportun d'autoriser leur mise en route sans attendre la parution du nouveau texte de loi relatif au financement de l'ensemble du projet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Annexes :

Le Président du Conseil
d'Administration,
signé: ARMAND.

- 1 plan de financement (2ex)
- 1 délibération de la
Ville de NANTES (2 ex)
- 1 délibération de la Chambre
de Commerce de NANTES (2ex)
- 1 délibération du Conseil
Général de la Loire-Infé-
rieure (2 ex)

- Copie pour Monsieur le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments de la Région de l'OUEST, à titre d'information.

P.le Directeur,
s: REMOND.

N°515-430 EV2
5000

- Copie transmise à Monsieur le Directeur, Chef du Service de la Comptabilité Générale, pour le tenir informé.

Paris, le 26 AVRIL 1932

L'INGÉNIEUR EN CHEF DES ETUDES

M. Leg...

Région de l'OUEST

NANTES

Vel 39.515 430-1/632.

Suppression des passages à niveau
dans la traversée de la Ville

Financement

24 Mars 1956.

D.736 - 47

Monsieur le Ministre,

Par décision 7528/5836 du 15 Juin 1955, autorisant l'exécution d'une tranche complémentaire de 370 MF pour terminer les travaux de déviation de la voie ferrée dans la traversée de la Ville de NANTES, vous avez bien voulu inviter la S.N.C.F. à adresser des propositions pour l'établissement du plan de financement définitif de la totalité des travaux des rives droite et gauche de NANTES et des travaux à exécuter au titre du projet à la gare de NANTES-ORLEANS.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, en deux exemplaires, sous forme d'une notice et de deux tableaux annexes, le plan de financement de l'ensemble de l'opération sur lequel le Conseil Général de la Loire-Inférieure, la Ville et la Chambre de Commerce de NANTES ont donné leur accord.

Ce plan précise, en même temps que l'estimation de la dépense pour l'achèvement des travaux de la Rive Gauche, le mode de répartition des économies ou des dépassements qui pourraient apparaître entre l'estimation et l'ensemble des dépenses réelles, aussi bien pour les travaux d'achèvement de la déviation Rive Droite et d'aménagement de la gare de NANTES-ORLEANS que pour ceux de la déviation Rive Gauche.

L'application de ce nouveau plan nécessite l'abrogation de la Convention du 10 Novembre 1933, en vertu de laquelle les dépassements ou les économies devaient être répartis entre l'Etat et le Chemin de fer proportionnellement à leur participation respective; par voie de conséquence l'article 19 de la loi de finances du 30 Juin 1934 approuvant cette Convention devrait également être remplacé par une loi approuvant le nouveau dispositif financier.

Les travaux restant à faire sur la Rive gauche, évalués à 962 MF, sont étroitement liés aux opérations d'urbanisme de la Ville de NANTES.

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics,
aux Transports et au Tourisme
Direction Générale des Chemins de fer et des Transports
244, Boulevard Saint-Germain, 244 - PARIS (VIIe)

...

M. le Directeur Général

Monsieur BOYAUX

Monsieur BOURREL

Monsieur LAGNACE

Monsieur DUGAS

Comptabilité Générale et Finances
Secrétariat du Conseil

COPIE

Le 12 juin 1952

11.352

Monsieur le Ministre,

Par lettre, en date du 20 mai 1952 (Direction Générale des Chemins de fer et des Transports - 1er bureau), vous avez bien voulu me demander divers renseignements en vue de la préparation du projet de budget de l'Etat de 1953.

J'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien trouver ci-après les réponses aux questions ainsi posées :

1°- Dépenses d'études et de travaux à rembourser, le cas échéant en capital par l'Etat :

- travaux de la traversée de NANTES ...	74 M 5	}	89 M 5
- travaux à effectuer sur les voies des quais du port de SETE (création d'un nouveau bassin dit de la Méditerranée)	15 M		

2°- Sommes à payer par l'Etat du 1er janvier au 31 décembre 1953, au titre des rentes et pensions acquises avant le 11 Novembre 1918 sur l'ancien Réseau A.L.

50 M

3°- Montant de l'indemnité compensatrice à payer par l'Etat en 1953 au titre de la Convention franco-sarroise du 5 mars 1950

620 M

Cette évaluation calculée sur la base du trafic et des tarifs actuels pourra être modifiée en fonction de l'évolution du trafic et des aménagements tarifaires qui interviendraient en 1953.

4°- Montant de l'indemnité à payer par l'Etat pour compenser certaines réductions de tarifs voyageurs :

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics,
des Transports et du Tourisme
Direction Générale des Chemins de fer et
des Transports,
244 Bd Saint-Germain - PARIS -

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.
 Le Président du Conseil d'Administration
 (s) Pierre TISSIER

Militaires et marins	8.359 M
Familles nombreuses	4.079
Réformés de guerre	1.401
Abonnements du travail	4.126
Prisonniers civils	95
Visites aux tombes militaires	75
Billets populaires des congés annuels, voyage annuel des titulaires de la carte des économiquement faibles, retraités, veuves de guerre non remariées et orphe- lins de guerre	3.156
Abonnements ordinaires de proche banlieue	386
Promenades d'enfants	290
Abonnements d'élèves, étudiants et appren- tis	357
	<hr/>
	22.324 M
	=====

Ces évaluations représentent la perte nette de recettes, déduction faite du supplément de trafic apporté par l'ensemble des mesures tarifaires considérées. L'estimation ne saurait être que provisoire, le chiffre définitif devant vous être adressé avant le 15 novembre comme le précise l'article 20 bis de la Convention.

Il n'a pas été tenu compte du crédit relatif aux transports des agents des Contributions indirectes et des douanes qui doit figurer, comme les années précédentes, au budget du Ministère des Finances.

5°- Sommes à verser par la S.N.C.F. au Trésor en 1953, au titre :

- a - des charges du capital industriel de l'ancien réseau de l'Etat arrêté au 31.12.1910 35 M 685
- b - des frais de service des obligations amortissables émises pour le compte de l'Administration des Chemins de fer de l'Etat néant
- c - des charges de capital de l'ancien Réseau d'Alsace et de Lorraine 54 M 986

Comme je vous l'avais déjà signalé par mes lettres précédentes notamment la lettre D 631/15 du 29 mai 1951, relatives au budget primitif des exercices 1948 à 1952, les renseignements concernant les sommes à payer par l'Etat doivent être complétés par le montant des frais de service des emprunts de la Cie des Chemins de fer de l'Ouest, lesquels sont à inscrire au budget du Ministère des Finances.

Pour 1953, il y a lieu de prévoir une somme de 3 M 6 à cet effet.

Paris, le 6 Octobre 1939

Direction Générale des Chemins
de fer et des Transports

LE MINISTRE

5ème Bureau

à Monsieur le Président du Conseil
d'Administration de la Société Nationale
des Chemins de fer

Région Ouest

Gare de Nantes

Travaux divers à exécuter
sur le territoire de la
Commune

Projet définitif et notification
du décret modificatif

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint trois
ampliements d'un décret en date du 21 Septembre
1939 qui autorise le remaniement et la fusion des
surtaxes locales temporaires en perception
dans les gares de NANTES. Ces nouvelles ^{surtaxes} sont
destinées à financer, en partie, le projet
définitif présenté le 21 Juin 1939 par la
Société Nationale des Chemins de fer et qui
comprend :

- le déplacement de la ligne de TOURS à ST NAZAIRE dans la traversée de la
Ville de NANTES
- l'aménagement de la gare de NANTES-ORLEANS en gare centrale de voyageurs
- la suppression des passages à niveau de la rive gauche et l'aménagement de
la gare Etat en gare centrale P.V.

La dépense totale de ce projet, évaluée à 235.000.000 Frs, y compris la
majoration d'usage pour frais généraux et déduction faite de la valeur ac-
tuelle des matériaux utilisables provenant des installations supprimées,
sera répartie comme suit :

Dépenses à la charge de la S.N.C.F.	80.200.000 frs
Participation de l'Etat	41.400.000 frs
Participation de la Ville de NANTES :	
a) emprunt gagé sur ses ressources propres	33.000.000 frs
b) emprunt gagé par surtaxes locales temporaires	40.000.000 frs
Participation de la Chambre de Commerce de NANTES :	
a) emprunt gagé par surtaxes locales temporaires	5.500.000 frs
b) allocation remboursable sans intérêt par le produit des surtaxes	5.000.000 frs
Participation du Département de la Loire Inférieure.....	9.900.000 frs
Avances de la S.N.C.F. couvertes par surtaxes de transit	<u>20.000.000 frs</u>
	<u>235.000.000 frs</u> =====

Après avoir consulté les Services de Contrôle intéressés, j'approuve
le projet dont il s'agit qui comporte :

- 1°- A - des travaux complémentaires de premier établissement
proprement dits, évalués à 236.265.000 frs
.....

B - La suppression d'ouvrages existants dont le coût primitif est de 2.700.000 f

2°- La reprise de matériaux utilisables dont la valeur actuelle est arbitrée pour ordre à 1.265.000 f

étant entendu que :

1°- La différence constatée en fin de travaux entre le coût réel de ces travaux et l'estimation actuelle sera réglée dans les conditions prévues à l'article 2 de la Convention du 10 Novembre 1933, c'est-à-dire que les dépassements ou les économies seront répartis entre l'Etat et la S.N.C.F. proportionnellement à leurs participations respectives ;

2°- les imputations, tant en dépense qu'en recette seront effectuées conformément à la circulaire du 20 Mai 1902 et à la décision ministérielle du 13 Mai 1918.

La présente décision annule et remplace celle du 24 Juin 1935 qui avait approuvé une première phase des travaux.

Je notifie le décret et la présente décision aux services de contrôle et à M. le Préfet de la Loire-Inférieure, chargé d'en donner connaissance à la Municipalité et à la Chambre de Commerce de Nantes.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

pour le Ministre et par autorisation

Le Conseiller d'Etat

Directeur Général des Chemins de fer et des Transports

signé : CLAUDON